

RÉUNION DES MINISTRES
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DOSSIER DE PRESSE



DINARD - SAINT-MALO
5 - 6 AVRIL 2019

SOMMAIRE

Présentation de la réunion des ministres des affaires étrangères du G7	3
Programme	5
Vendredi 5 avril 2019.....	5
Samedi 6 avril 2019.....	5
Biographie des personnalités invitées	6
Mme Marie Cervetti	6
M. Moussa Faki Mahamat.....	6
Mme Phumzile Mlambo-Ngcuka	7
Mme Leila Zerrougui	8
La présidence française du G7 – Extraits du Discours de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, à la communauté diplomatique (Biarritz, le 18 décembre 2018)	9
Labellisation « Egalité Grand Evénement ».....	19
Dinard	20
Saint-Malo	21
Contact	22

PRÉSENTATION DE LA RÉUNION DES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU G7

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, accueille ses homologues du G7 à Dinard et à Saint-Malo les 5 et 6 avril 2019. Les ministres des affaires étrangères traiteront d'enjeux au cœur de la **lutte contre les inégalités au niveau mondial**, au travers :

- de **réponses communes à apporter aux défis de sécurité internationale**, en particulier le terrorisme et les trafics, ainsi qu'aux grandes crises régionales, qui fragilisent les sociétés et frappent d'abord les plus vulnérables ;
- du **renforcement de nos démocraties face aux nouvelles menaces**, notamment liées aux conséquences de la révolution numérique et aux tentatives d'ingérence étrangère. Les engagements pris dans le cadre de « l'appel de Paris » de novembre 2018 pour un comportement responsable des Etats dans le cyberspace seront abordés.



Une session spécifique sera consacrée à l'Afrique, priorité de notre présidence du G7, pendant laquelle les ministres évoqueront la mobilisation de la communauté internationale pour soutenir les opérations africaines de paix et pour lutter contre les trafics au Sahel. La réduction des inégalités entre les femmes et hommes sera au centre des discussions, qu'il s'agisse de la protection des femmes contre les violences sexuelles dans les conflits, ou du renforcement du rôle des femmes dans les processus de paix et le règlement des crises.

Les organisations internationales et la société civile seront pleinement associées aux discussions des ministres sur l'Afrique, avec la présence de Mme **Marie Cervetti**, directrice du centre d'hébergement et de réinsertion « FIT – Une femme, un toit », de M. **Moussa Faki Mahamat**, président de la Commission de l'Union africaine, de Mme **Leïla Zerrougui**, représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies en République démocratique du Congo et cheffe de la mission des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, et de Mme **Phumzile Mlambo-Ngcuka**, secrétaire générale adjointe de l'ONU, directrice exécutive d'ONU Femmes. Phumzile Mlambo-Ngcuka et Marie Cervetti sont membres du Conseil consultatif du G7 pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

En vue du sommet de Biarritz du 24 au 26 août prochain, les ministres des affaires étrangères chercheront à formuler des propositions permettant de **réduire les menaces, lutter contre les inégalités et renforcer la démocratie**.



FOREIGN
MINISTERS MEETING

MINISTÉRIELLE
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

PROGRAMME

Vendredi 5 avril 2019

15h45

Arrivée des délégations au Palais des Arts et du Festival de Dinard

Accueil par M. Jean-Yves Le Drian

16h

Mot d'ouverture des travaux par M. Jean-Yves Le Drian

16h15

Session de travail sur la défense des démocraties contre les ingérences extérieures et sur le comportement responsable des Etats dans le cyber espace

19h30

Dîner de travail consacré au soutien aux opérations africaines de paix et à la participation des femmes aux processus de paix en présence d'invités :

- Mme Marie Cervetti, directrice du centre d'hébergement et de réinsertion « FIT – Une femme, un toit » ;
- M. Moussa Faki, président de la Commission de l'Union africaine ;
- Mme Phumzile Mlambo-Nguka, secrétaire générale adjointe de l'ONU et directrice exécutive d'ONU Femmes ;
- Mme Leïla Zerrougui, représentante spéciale du secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo et cheffe de la mission des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo.

Samedi 6 avril 2019

8h

Arrivée des délégations au Palais des Arts et du Festival de Dinard

9h

Session de travail sur les crises internationales

12h30

Déjeuner de travail sur la lutte contre le terrorisme et les trafics

14h15

Conférence de presse de M. Jean-Yves Le Drian

BIOGRAPHIE DES PERSONNALITÉS INVITÉES

Marie Cervetti est diplômée de l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique de Rennes. Elle a travaillé pour la Communauté européenne en Amérique Latine où elle a réalisé des diagnostics sur l'intégration des femmes aux projets de développement rural. Elle a dirigé des missions d'observation des droits humains à Haïti, au Guatemala et en Afrique du Sud. En France, elle a dirigé des centres socio-culturels, des maisons de quartier, puis l'Union régionale des foyers de jeunes travailleurs.

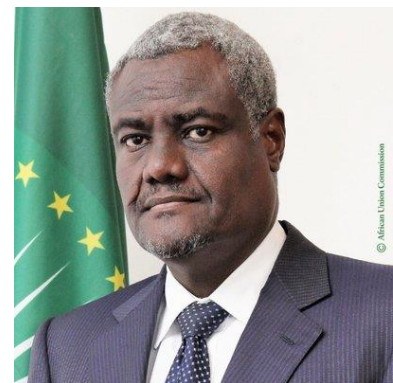
Marie Cervetti est devenue Directrice du Centre d'Hébergement et de Réinsertion sociale de l'association « FIT – Une femme, un toit » en 2003 : c'est le seul centre parisien qui accueille spécifiquement les jeunes femmes victimes de tous types de violences. Son expertise des violences faites aux jeunes femmes l'a conduite à devenir personnalité associée du Conseil Economique, Social et Environnemental.

Elle est membre du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes depuis 2013.

Source : Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes

Moussa Faki Mahamat est Président de la Commission de l'Union africaine depuis le mois de mars 2017. Après des études de droit à l'université de Brazzaville, il effectue la plus grande partie de sa carrière au sein de l'administration tchadienne.

Il est Premier ministre de 2003 à 2005 et ministre des affaires étrangères de 2008 à 2017. Dans cette dernière fonction, il assure notamment la présidence du conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine en septembre 2013 et la présidence du conseil de sécurité des Nations unies en décembre 2015.



Phumzile Mlambo-Ngcuka est Secrétaire générale adjointe de l'ONU et Directrice exécutive d'ONU Femmes. Elle a prêté serment le 19 août 2013 et possède une grande expérience et des connaissances étendues et utiles à ses fonctions, puisqu'elle a voué sa carrière aux droits de la personne, à l'égalité et à la justice sociale. Mme Mlambo-Ngcuka a travaillé pour un gouvernement, pour la société civile et dans le secteur privé. En outre, elle a participé activement à la lutte pour mettre fin à l'apartheid dans son pays natal, l'Afrique du Sud.



De 2005 à 2008, elle a été Vice-Présidente de l'Afrique du Sud et elle a supervisé des programmes de lutte contre la pauvreté visant à faire profiter les personnes en situation de pauvreté, et les femmes en particulier, des bienfaits de la croissance économique du pays. Auparavant, elle a été ministre des Ressources minières et de l'Énergie de 1999 à 2005 et ministre adjointe au ministère du Commerce et de l'Industrie de 1996 à 1999. Elle a siégé au Parlement de 1994 à 1996 dans le cadre du premier gouvernement démocratique d'Afrique du Sud.

Mme Mlambo-Ngcuka a commencé sa carrière en tant que professeure et a acquis une expérience internationale en tant que coordinatrice de l'Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines à Genève, où elle a mis sur pied un programme mondial destiné aux jeunes femmes. Elle a fondé la Fondation Umlambo, qui soutient le leadership et l'éducation. Mme Mlambo-Ngcuka défend depuis longtemps les droits des femmes et est membre de plusieurs organisations vouées à l'éducation, à l'autonomisation des femmes et à l'égalité des sexes.

Elle a obtenu son doctorat en éducation et technologie à l'Université de Warwick, au Royaume-Uni.

Source : ONU Femmes

Leila Zerrougui est la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies en République démocratique du Congo et Cheffe de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) depuis février 2018.



Experte juridique en droits de l'Homme et administration de la justice, Leila Zerrougui a œuvré pendant plus de trente ans pour le renforcement de l'Etat de droit et la défense des stratégies et des mesures de protection des groupes vulnérables, en particulier les femmes et les enfants.

Au fil de ses fonctions, Leila Zerrougui a toujours fait de l'ouverture d'un espace de collaboration avec les gouvernements des pays touchés par des conflits armés ainsi que les échanges avec divers groupes armés non-étatiques sa priorité. Elle a participé à des processus de paix et de médiation en Afrique, en Amérique du sud, en Asie et au Moyen-Orient, travaillant étroitement avec les Envoyés spéciaux des Nations unies et des organisations régionales, ainsi qu'avec les pays médiateurs, facilitateurs ou garants. Parmi ses autres priorités figure le renforcement des relations avec les organisations régionales telles que l'Union africaine, la Ligue des États arabes et l'Union européenne.

Leila Zerrougui a été Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé (2012-2016) et Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général à la MONUSCO (2008-2012), au sein de laquelle elle a dirigé les travaux visant à renforcer l'état de droit et la protection des civils. Avant d'entamer sa carrière à l'international, Leila Zerrougui a mené une longue carrière en Algérie où, en 2000, elle a été nommée à la Cour suprême.

Source : MONUSCO

LA PRÉSIDENTE FRANÇAISE DU G7 – EXTRAITS DU DISCOURS DE M. JEAN-YVES LE DRIAN, MINISTRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, À LA COMMUNAUTÉ DIPLOMATIQUE (BIARRITZ, LE 18 DÉCEMBRE 2018)



Dans quelques mois, se réuniront ici, à Biarritz, les chefs d'État et de gouvernement de ce forum - le G7 - créé il y a quarante-trois ans, à l'initiative de la France.

[...] Formalisé à l'initiative du président Valéry Giscard d'Estaing, le G7, initialement dédié aux seuls sujets économiques, a peu à peu embrassé tous les domaines de la coopération, jouant le rôle d'un véritable laboratoire d'idées face aux grandes évolutions du contexte international.



De nombreux dispositifs novateurs et concrets sont nés de ses réflexions. Nous lui devons la création de la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD) et, avec elle, le vaste élan qui a changé la face de l'Europe centrale et orientale au sortir de la guerre froide. Nous lui devons le Groupe d'action financière (GAFI), qui permet aujourd'hui de lutter contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Nous lui devons en partie l'indispensable Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, qui a déjà permis de sauver des millions de vies à travers le monde et dont la France accueillera la prochaine conférence de reconstitution l'année prochaine.

Cette histoire nous rappelle que le multilatéralisme a fait ses preuves. Pour peu qu'on ose innover, pour peu qu'on ose bâtir les coalitions les plus à même de régler les questions en suspens, c'est une méthode efficace, capable de produire des solutions collectives concrètes.

Comme le président de la République l'a annoncé devant l'Assemblée générale des Nations unies, notre présidence et le sommet de Biarritz auront pour fil conducteur la lutte contre les inégalités.

Le monde dans lequel nous vivons est à la fois plus horizontal et plus vertical. Plus horizontal, car tout y circule plus vite : les biens, les personnes, les idées, les

capitaux. Jamais nous n'avons été aussi dépendants de ce qui se passe au bout du monde. Mais le monde est aussi plus vertical : sur le plan économique, la sortie d'un milliard de personnes de l'extrême pauvreté, entre 2000 et 2015, ne saurait masquer la forte montée des inégalités. Quelques chiffres en témoignent : la moitié de la richesse mondiale est détenue aujourd'hui par 1% de la population. Depuis les années 1980, les revenus des 1% les plus riches ont crû deux fois plus que ceux des 50% les plus pauvres. Les injustices durables que sont l'inégalité d'accès aux soins, l'inégalité d'accès à l'école ou encore l'inégalité entre les sexes sont loin d'avoir disparu, y compris dans les économies avancées.

La mondialisation affecte désormais tout un chacun dans sa vie quotidienne. Le terrorisme, l'environnement, l'énergie, le commerce, les migrations posent des questions auxquelles personne aujourd'hui, au Nord comme au Sud, ne peut échapper, ne peut échapper seul. C'est une réalité qui doit orienter les choix des décideurs politiques que nous sommes.

Voilà le diagnostic que le président de la République m'a chargé de partager avec vous, au moment où s'ouvre la présidence française du G7. Voilà pourquoi nous devons impérativement nous employer à enrayer les inégalités.

Le défi est immense, mais nous ne partons pas d'une page blanche. La réduction des inégalités est inscrite au cœur des Objectifs de développement durable fixés par les Nations unies en 2015. Mais nous devons faire plus : nous devons changer nos comportements, modifier le fonctionnement des marchés, réformer nos institutions, amender nos lois et adapter nos politiques publiques. Pour y parvenir, nous avons besoin d'une nouvelle dynamique politique et d'une impulsion collective.

La présidence française du G7 doit servir à élaborer un nouveau Cadre d'action international contre les inégalités. Nos pays du G7 ont montré qu'avec des dispositifs législatifs et des politiques publiques adaptés il est possible de réduire réellement les inégalités. D'autres pays que ceux du G7 l'ont fait aussi. Mais ces initiatives doivent aujourd'hui faire école. Fusionner des initiatives, les fertiliser mutuellement pour faire école. Dès janvier, nous préparerons ce plan d'ensemble, que nous déclinerons en trois grandes priorités.

Le président de la République a été élu sur un programme visant à mieux valoriser et mieux rémunérer le travail. Nous voulons le progrès économique et en même temps la justice sociale. Chaque travailleur a droit à un salaire décent pour le travail qu'il fournit. C'est un principe essentiel, d'ailleurs inscrit dans la

déclaration universelle des droits de l'Homme dont nous venons de fêter les 70 ans. Aussi, nous estimons qu'il n'est pas acceptable d'accorder des avantages commerciaux aux pays qui violent ce principe et pratiquent le dumping social. Les normes internationales du travail doivent être mieux intégrées dans les accords commerciaux et financiers.

De la même manière, la coopération en matière de fiscalité sera un instrument essentiel pour améliorer la redistribution et la justice économiques. Nous souhaitons que le G7 obtienne des avancées dans la lutte contre la corruption endémique, les paradis fiscaux et la sous-imposition. Nous devons mettre fin à la course au moins-disant fiscal qui nourrit le mécontentement de ceux de nos concitoyens qui appliquent consciencieusement les règles et qui s'estiment floués par ces pratiques.

La réduction des inégalités passe aussi par les protections sociales essentielles, qui doivent être garanties à tous. Chacun doit être protégé contre la maladie, le chômage, la vieillesse, l'invalidité et dans la maternité. Par le passé, la communauté internationale a encouragé, à plusieurs reprises, des systèmes de sécurité sociale à visée universaliste. Cette dynamique doit être relancée.

L'éducation, et en particulier l'éducation des filles, est un enjeu essentiel. Plus de la moitié de la population mondiale a

aujourd'hui moins de 30 ans. Éduquer cette jeunesse, c'est préparer son avenir. Nous continuerons à mobiliser des financements internationaux en faveur d'une éducation universelle et de qualité, y compris pour l'accès des filles à l'école et pour la formation des enseignants. Nous travaillerons sur la formation professionnelle et l'adaptation des compétences à l'emploi et à la formation tout au long de la vie. À cette fin, je réunirai les ministres du développement et de l'éducation, avec Jean-Michel Blanquer, pour une réunion conjointe et, je l'espère, productive.

Nous viserons également le renforcement des systèmes sanitaires, notamment dans les pays les plus vulnérables et l'accès universel et de proximité, à la prévention, aux soins primaires et aux traitements face aux grandes pandémies, qu'il s'agisse de maladies transmissibles ou chroniques. À cette fin, les ministres en charge de la santé se réuniront avec cet objet.

Les ministres en charge de l'égalité entre les femmes et les hommes, épaulés par le Conseil consultatif créé par la présidence canadienne que nous avons souhaité conserver, proposeront et soumettront aux engagements des Etats un bouquet législatif composé des lois les plus favorables à l'égalité entre les femmes et les hommes dans le monde. L'objectif sera de créer une dynamique mondiale en faveur de l'égalité des sexes. Le président

de la République a également décidé d'instituer un Prix Simone Veil pour la liberté des femmes, qui distinguera les personnalités qui, de par le monde, font avancer la cause des femmes.

Nous proposerons de nouvelles initiatives pour réduire l'inégalité professionnelle entre les femmes et les hommes, par exemple à travers la création d'une norme ISO pour les entreprises qui respectent l'égalité ou bien par l'intégration de critères d'égalité dans la notation des entreprises. Notre deuxième priorité sera d'accompagner la nouvelle révolution technologique pour réduire le risque de fracture numérique qui menace une partie de nos populations.

Si nous voulons que cette révolution n'accélère pas les injustices, nous devons travailler à une régulation de l'économie des plateformes, pour mieux répartir la richesse qu'elles génèrent. C'est notamment la thématique majeure du respect des droits d'auteur. Celui qui distribue ne doit pas réduire à la portion congrue la juste rémunération de celui qui crée. C'est aussi, là encore, une question de fiscalité car si les acteurs du numérique bénéficient d'un avantage comparatif par rapport à ceux qui, dans nos territoires, maintiennent des circuits de distribution au plus près de nos concitoyens, nous risquons de détruire le commerce de proximité et le lien social dont il est aussi le dépositaire. Si ce commerce ne survit

que dans les métropoles, alors nous aurons échoué à faire du numérique ce qu'il doit être et ce qu'il peut être.

L'émancipation numérique n'est d'ailleurs possible qu'au prix d'un investissement accru dans les infrastructures qui nous permettra de lutter contre la fracture numérique et qui permettra de donner à chacun les moyens d'acquérir les compétences numériques de base.

Dans la continuité des travaux menés avec la présidence canadienne du G7, nous porterons aussi le projet de création, dans le domaine de l'intelligence artificielle, d'un groupe international d'experts. Nous voulons qu'il soit à l'intelligence artificielle ce que le GIEC est aux enjeux climatiques. Il sera composé de membres de la société civile, de scientifiques, d'innovateurs et de spécialistes de l'intelligence artificielle. Il s'appuiera sur les organisations internationales, en particulier l'OCDE et l'UNESCO. L'objectif est d'aboutir à un consensus sur un développement éthique et responsable de cette technologie.

Notre troisième priorité sera de lutter contre les inégalités liées à l'urgence climatique et environnementale.

Chacun d'entre nous le sait : les populations les plus défavorisées sont souvent les plus vulnérables face au changement climatique. Ce sont pour eux

que des changements de comportements ou d'habitudes de consommation ont le coût le plus élevé. Je veux le dire avec force : la transition écologique doit conduire à une plus grande justice sociale et territoriale, elles sont concomitantes.

Au-delà des sociétés, il y a aussi inégalité devant le réchauffement climatique à l'échelle planétaire. Ce sont souvent les pays les plus pauvres qui sont les plus vulnérables à la sécheresse, à la montée des eaux, aux catastrophes naturelles, à l'érosion de la biodiversité.

[...] Dans ce combat, je veux saluer particulièrement les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Nous avons avancé sur ces sujets lors du G20 en Argentine, où j'ai accompagné le président de la République, il y a quelques semaines. Je voudrais féliciter le Chili qui vient de prendre la décision d'accueillir la COP25 sur son sol. Nous comptons aussi sur le Brésil pour rester engagé dans ce défi mondial avec nous, aux côtés du Mexique et de tant d'autres partenaires sud-américains. Je cite l'Amérique latine parce que je connais, mesdames et messieurs les élus, le lien qui existe entre cette région et l'Amérique latine, ils s'y retrouveront.

À côté du climat et de la biodiversité, je tenais à souligner également que la protection des océans sera un thème central lors du G7, dans cette ville et dans cette région, monsieur le président, qui en

ont fait une composante de leur stratégie de développement. Nous aurons à cœur de vous associer sur cette grande thématique.

Ce que nous attendons de ce cadre d'action contre les inégalités dont je viens de vous présenter les grandes lignes, ce sont des résultats concrets, aux niveaux national et international, auxquels pourront être adossés des mécanismes de suivi basés sur des indicateurs simples et clairs. Ce travail collectif nécessitera des politiques renouvelées et des investissements additionnels, tant de la part des organisations internationales, des Etats que du secteur privé. La France y tiendra toute sa part, notamment en augmentant son aide publique au développement pour passer à 0,55% de sa richesse nationale d'ici 2022. Nous le faisons parce qu'un monde plus solidaire est aussi un monde plus stable et que nous croyons à la possibilité du progrès pour tous. Dans les mois qui viennent, la France se dotera d'une nouvelle loi de programmation sur le développement et la solidarité internationale, afin de mettre en place un cadre partagé associant à l'État les ONG, les acteurs privés et les collectivités locales.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Parmi les partenaires extérieurs que nous chercherons à associer étroitement à notre présidence figure évidemment

l'Afrique. Nous souhaitons placer au cœur du G7 cette "nouvelle alliance" avec l'Afrique que le président de la République a appelée de ses vœux, à Ouagadougou en novembre 2017 et, plus récemment, devant l'Assemblée générale des Nations unies. Il est temps de reconnaître l'Afrique pour ce qu'elle est : un acteur voué à prendre toute sa part dans la redéfinition des règles de la mondialisation, un acteur qui élabore du reste déjà ses propres solutions. Des solutions qui permettront aux pays africains de mieux mettre en valeur leurs immenses ressources humaines et naturelles.

Nos opérateurs économiques doivent s'engager, non plus seulement sur la responsabilité sociale et environnementale - mais sur cette nouvelle dynamique de co-production, de création de valeur partagée en Afrique, avec les Africains. Cela passe d'abord par un effort d'accompagnement de la jeunesse africaine à travers des formations professionnelles, des partenariats entre établissements d'enseignement supérieur et entreprises. Cette dynamique est déjà à l'œuvre et j'ai pu moi-même m'en rendre compte en inaugurant il y a peu de temps le hub franco-ivoirien pour l'éducation à Yamoussoukro. Mais il y a d'autres exemples. En tout cas, cette dynamique-là doit être renforcée. C'est à ce prix que nous réconcilierons ouverture économique, emploi et partage des richesses.

Le président de la République se rendra d'ailleurs en Afrique, en 2019, dans deux pays où ce changement est déjà largement à l'œuvre, je pense à l'Ethiopie et au Kenya.

Cette alliance renouvelée, nous avons déjà commencé à la bâtir avec une région particulièrement stratégique et vulnérable : le Sahel. Nous y avons engagé un effort de développement inédit dans le cadre de l'Alliance Sahel. Le G7 pourra renforcer cet effort dans plusieurs secteurs, comme la sécurité, l'éducation, l'environnement ou la jeunesse. Les pays du Sahel se sont dotés à Nouakchott le 6 décembre dernier, il y a peu de jours, lors d'une conférence à laquelle j'ai eu l'honneur de participer, d'un plan d'investissements prioritaires. Ce programme particulièrement ambitieux regroupe des projets à dimension transfrontalière pour rapprocher les populations du Sahel et agir dans les zones les plus exposées à la menace terroriste. Le G7 doit participer à cet effort et soutenir les grands projets d'infrastructures qui peuvent orienter le Sahel dans une dynamique positive. Ce sera l'un des engagements forts de notre présidence.

[...] Mesdames et Messieurs, le second objectif de la présidence française du G7 - au-delà des trois priorités que j'ai évoquées il y a un instant - sera de promouvoir le renforcement et la coordination plus étroite des puissances

qui croient nécessaire de faire face ensemble aux grands défis communs de l'humanité. Nous travaillerons dans cette perspective en étroite liaison avec les organisations internationales, alors qu'en 2019 nous célébrerons le centenaire de l'organisation internationale du travail et le 75e anniversaire du protocole de Bretton Woods.

Nous devons d'abord assurer la sécurité de nos concitoyens. La menace terroriste a reculé - mais elle n'a pas disparu. Strasbourg en a fait la terrible expérience et je voudrais, à cet égard, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, remercier toutes celles et tous ceux qui ont fait part au gouvernement français de témoignages de solidarité au moment de ce drame. La menace terroriste a reculé mais n'a pas disparu ni en France, ni sur le territoire européen, ni au Levant, ni en Afrique. Nulle part, nous ne devons reculer devant l'objectif : il nous faut détruire Daech. C'est la même chose en Asie, où nous continuerons à soutenir nos partenaires qui luttent pour empêcher la constitution de sanctuaires terroristes islamistes.

Nous devons mener ce combat sur tous les fronts, en France ou à l'étranger, dans le champ judiciaire comme sur les théâtres d'opération militaire, par la lutte contre la propagande et à travers la prévention de la radicalisation, par l'identification des canaux de financements, dans la continuité de la conférence de Paris sur le

financement du terrorisme en avril dernier, et des initiatives prises contre l'utilisation d'Internet à des fins terroristes. Cela implique également une gestion concertée des cas de combattants terroristes étrangers présents sur le théâtre syro-irakien - afin d'éviter qu'ils ne puissent constituer demain une nouvelle menace sur nos territoires. Ce que doit viser la communauté internationale, c'est donc une action globale. Ce combat sera inscrit dans notre agenda pour le G7 et fera l'objet d'une réunion au niveau des ministres des affaires étrangères que j'organiserai au mois d'avril.

Assurer notre sécurité collective, c'est aussi mettre en place une concertation renforcée pour un règlement durable des crises qui ont fait le terreau de la menace terroriste.

[...] Les crises de l'ère contemporaine - pour ne citer que ces trois exemples - ont un impact croissant sur leur environnement régional et international. Il faut que nous puissions en avoir une vue d'ensemble, mais aussi affirmer une volonté de rapprocher nos positions. Le sommet du G7 sera aussi l'occasion d'un échange sur l'ensemble des crises internationales. Notre réflexion collective au sein du G7 doit aussi nous permettre de défendre nos principes d'ouverture et de respect de l'Etat de droit auxquels nous sommes attachés. La démocratie doit être capable, tout en respectant les principes

de liberté d'expression, de prévenir les tentatives d'ingérences, d'endiguer les obstructions à la liberté de la presse et de réguler efficacement les manipulations de l'information. Ces défis, qui ont pris au cours des dernières années une ampleur nouvelle, figureront parmi les priorités de notre présidence du G7.

Je ne prendrai qu'un exemple. Nous avons assisté ces dernières semaines, en France comme d'ailleurs dans plusieurs autres pays, à une campagne de désinformation outrancière sur les intentions et le contenu du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Je le rappelle : il s'agit d'un texte qui n'est pas contraignant, qui ne crée aucun " droit à la migration ", ni aucun droit nouveau pour les migrants qui ne soit déjà contenu dans les précédents textes internationaux - la Déclaration universelle des droits de l'Homme au premier chef. Ce n'est malheureusement pas un hasard si certaines fausses informations sont diffusées, relayées à l'échelle industrielle, par des médias assurant à la fois l'anonymat et la rapidité instantanée de diffusion - sur des thèmes les plus à même de fracturer le corps social.

En cherchant à diviser et à radicaliser les opinions à grand renfort d'informations mensongères, en exploitant les nouvelles possibilités de diffusion exponentielle offertes par les réseaux sociaux, c'est le principe même de la démocratie qu'on

attaque puisqu'on étouffe les conditions mêmes d'un débat par un brouhaha de haine et d'indignation permanente.

Nous nous devons de réagir de manière plus coordonnée et plus systématique pour que ces pratiques, désormais connues et identifiées, puissent être efficacement contrées. Ce combat, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, ce n'est pas seulement celui des Etats. C'est aussi celui de la société civile toute entière : lecteurs et journalistes doivent y prendre part. C'est pourquoi la France soutient le projet d'un Pacte mondial de l'information et de la démocratie, initiative lancée par l'ONG Reporters sans frontières, qui réaffirmera la nécessité d'une information libre et plurielle, mais aussi d'une information fiable, protégée des manipulations. La France contribuera à réunir les acteurs, Etats et plateformes numériques notamment, qui sont prêts à avancer dans cette voie.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, le sort des États est lié bien davantage aujourd'hui qu'il ne l'était aux origines du G7. C'est un constat qui se vérifie de manière flagrante à la lumière des crises - financières, humanitaires, sécuritaires, sanitaires, environnementales - la mondialisation en a favorisé la propagation rapide. La conviction de la France est que la coopération internationale est le seul

moyen de faire face aux défis - de plus en plus nombreux - qui se posent collectivement à nous. Tous les formats de coopération internationale sont gages, dans la durée, de stabilité et de confiance. Ils doivent savoir se réinventer, s'adapter aux nouvelles réalités politiques, géopolitiques et économiques, pour favoriser la création de consensus à plus large échelle. La France a été à l'initiative de plusieurs démarches novatrices, telles que le One Planet Summit ou l'Appel de Paris sur le numérique, ou l'initiative de lutte contre l'impunité des armes chimiques.

Cette ouverture sera au cœur de la méthode de travail de la présidence française du G7 - c'est la raison pour laquelle le président de la République m'a chargé de vous réunir aujourd'hui pour vous présenter les priorités de notre présidence. Nous souhaitons pouvoir associer à nos travaux les pays non membres du G7 désireux de développer la coopération renforcée indispensable sur ces sujets prioritaires. C'est pourquoi, en amont de la réunion ministérielle des affaires étrangères de début avril, j'organiserai pour la première fois une réunion de concertation ouverte à certains pays investis eux aussi dans la défense du système multilatéral, ceux que j'ai l'habitude d'appeler les "puissances de bonne volonté", dont les forces additionnées peuvent créer de réels effets

de leviers sur les grands sujets de coopération internationale.

La présidence française mettra également en place une méthode de consultation systématique des acteurs non-étatiques, en particulier à travers les groupes d'engagement du G7. Ils alimenteront et enrichiront les travaux du G7 et nous mobiliserons aussi d'autres plateformes comme le Conseil national du développement international qui réunit les principaux acteurs du développement, qu'ils soient publics ou associatifs.

Une dizaine de réunions ministérielles auront lieu, ainsi que de nombreuses consultations avec les entreprises, les organisations professionnelles, les ONG, les chercheurs, accompagnés par les organisations internationales concernées. Tous les thèmes prioritaires de la coopération internationale y seront déclinés et nous veillerons à nous coordonner totalement et en permanence avec la présidence japonaise du G20.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Je crois que le moment est venu de remettre les préoccupations quotidiennes des hommes et des femmes au cœur de notre action diplomatique et au cœur de

notre système de coopération international.

Depuis 18 mois, aux côtés du président de la République, j'ai parcouru le monde, visité beaucoup de vos pays.

J'ai vu, dans de nombreuses parties du monde, des peuples plongés dans la crainte de voir leur destin leur échapper. Remettre les peuples au cœur de la décision, c'est être à la hauteur de nos responsabilités et placer au cœur de notre agenda international leurs exigences légitimes, c'est aussi de faire en sorte de créer des règles collectives claires et efficaces. Remettre les peuples au cœur des processus de décision, c'est en finir avec une certaine fatigue qui s'est emparée de la communauté internationale - qui risque de nous faire oublier, dans ce qui serait une inadmissible répétition de l'Histoire, que la coopération est le meilleur garant de notre prospérité, que la coopération, c'est notre seul rempart face à l'embrasement des extrémismes et à l'aveuglement du repli sur soi.

Je vous remercie.



LABELLISATION « ÉGALITÉ GRAND ÉVÉNEMENT »

La réunion des ministres des affaires étrangères du G7 à Dinard et Saint-Malo (5 et 6 avril 2019) a obtenu le label « Égalité Grand Événement » de l'Association française de normalisation (AFNOR-normalisation).

Ce label atteste de l'effort apporté à la prise en compte de la dimension égalité femmes / hommes dans l'organisation globale de cet événement (contenu des travaux, participation de personnalités féminines de haut niveau, organisation humaine et matérielle, communication).

Dans ce cadre, toute partie prenante à cet événement a la possibilité de faire part de ses remarques et observations en écrivant à l'adresse suivante : egalite.sg.g7@elysee.fr

Engagé pour l'égalité entre les femmes et les hommes, le ministère de l'Europe et des affaires étrangères avait reçu le label « Egalité professionnelle » de l'AFNOR-normalisation le 23 octobre 2017.





DINARD BALNÉAIRE

Idéalement située au cœur de la Côte d'Émeraude, Dinard s'est développée grâce à l'influence de la communauté britannique au milieu du 19^e siècle, séduite par sa douceur climatique et par les métamorphoses rapides des paysages liées aux grandes marées. Dès les années 1860-1870, la notoriété de la station balnéaire en fit un des lieux de villégiature les plus fréquentés de France.

UNE VILLE LABELLISÉE

Dinard, labellisée « VILLE D'ART ET D'HISTOIRE » en 2003, mène une politique engagée pour la sauvegarde et la valorisation de son patrimoine. La conservation exceptionnelle de son architecture et de son patrimoine balnéaire a été reconnue par la mise en place d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager qui protège plus de 400 villas. Dans cette dynamique, la villa « Les Roches Brunes », véritable emblème de Dinard, a été inscrite en juillet 2014 à l'Inventaire des Monuments Historiques.

VILLE CULTURELLE ET SPORTIVE

De grands événements culturels font partie de l'identité de la ville et participent à sa notoriété : le Dinard Film Festival, le Festival International de Musique, ou encore les expositions estivales rythment chaque saison culturelle. Côté sport, la qualité de ses terrains et de ses infrastructures permet à la ville d'organiser des événements sportifs internationaux tels que le concours de sauts d'obstacles labellisé 5*****, qui réunit chaque été l'élite des cavaliers mondiaux.

TOURISME & ENVIRONNEMENT

Sa situation, ses promenades le long du littoral, son climat, ainsi que sa facilité d'accès font de la ville une des stations balnéaires les plus fréquentées de la Bretagne nord. Le patrimoine végétal de la ville, à travers ses parcs et son fleurissement, a permis à la ville d'obtenir le label ville fleuris « 4 fleurs ». Enjeux majeurs du 21^e siècle, la préservation de l'environnement et la protection de la biodiversité font partie des priorités de la ville de Dinard.



SAINT-MALO L'AUDACIEUSE

Saint-Malo a construit son histoire en relevant les défis, et ils ne manquent pas en ce début de siècle. Elle veut aujourd'hui préserver son patrimoine, tout en vivant avec son temps. La construction d'équipements majeurs comme la gare LGV ou le pôle culturel de la Grande passerelle sont la preuve de cette volonté. Celle à venir du cinéma multiplexe et la réhabilitation du centre des congrès cette année, du centre aqualudique communautaire AquaMalo en 2020 et du futur Musée d'Histoire Maritime Saint-Malo en 2022 annoncent une ville qui vit avec son époque.

C'est aussi une ville où il fait bon résider, étudier et travailler. Là est le principal défi à relever : accueillir de nouvelles familles, permettre aux Malouins, quels que soient leur âge et leur situation, de vivre dans leur ville. La politique de construction de logements pour tous porte ses fruits et depuis quelques années, la courbe de la démographie s'inverse : en 2019, Saint-Malo regagne des habitants. Signe de la reconquête, un nouveau groupe scolaire ouvrira ses portes en 2022...

Saint-Malo se veut également hospitalière pour les étudiants et les créateurs d'entreprises : l'agrandissement du campus étudiant et le maintien de l'Ecole nationale de la marine marchande sur ses terres, l'accueil réservé aux entreprises innovantes en sont le signe. Et chez les plus jeunes, cinq écoles publiques maternelle et primaire seront bilingues dès la rentrée 2019.

Saint-Malo est une ville ouverte sur les cultures, terre d'accueil de nombreux grands événements comme le Festival international du livre et du film Etonnants voyageurs, le Festival de la bande dessinée et de l'image projetée Quai des bulles, des festivals de musique tels que Classique au large, Jazz à l'étage et la Route du rock, la célèbre course au large de la Route du rhum qui rassemble tous les 4 ans plus de 1,8 millions de personnes. La culture à Saint-Malo c'est aussi une programmation théâtrale et musicale digne des plus grandes villes !

Saint-Malo est fidèle à elle-même. Audacieuse !

CONTACT

Pour toute question, merci d'envoyer un courriel à l'adresse :

accreditations.presse@diplomatie.gouv.fr

La réunion des ministres des affaires étrangères du G7
sur les réseaux sociaux :

#G7France



@france.diplomatie



@francediplo



@francediplo

Informations complémentaires et mises à jour
sur le site internet du ministère de l'Europe
et des affaires étrangères :

<http://www.Fdip.fr/G7France>



LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS,
RÉDUIRE LES MENACES,
RENFORCER LA DÉMOCRATIE
MINISTÉRIELLE AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DINARD - SAINT-MALO
5 - 6 AVRIL 2019